

Répertoire national des certifications professionnelles
MASTER - Droit (fiche nationale)
Active

N° de fiche
RNCP38158

Nomenclature du niveau de qualification : Niveau 7

Code(s) NSF :
 - 128 : Droit, sciences politiques

Formacode(s) :
 - 13254 : Droit
 - 13027 : Politique publique

Date d'échéance de l'enregistrement : 31-12-2028

CERTIFICATEUR(S)

Nom légal	SIRET	Nom commercial	Sit
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	11004401300040		
UNIVERSITE DE MONTPELLIER	13002979600013	-	
UNIVERSITE BREST BRETAGNE OCCIDENTALE (UBO)	19290346600014	-	
UNIVERSITE PSL	13002614900018	-	



UNIVERSITE VERSAILLES ST QUENTIN YVELINE	19781944400013	-	
UNIVERSITE DE BORDEAUX	13001835100010	-	
UNIVERSITE DE REIMS CHAMPAGNE- ARDENNE (URCA)	19511296600799	-	
UNIVERSITE PARIS-SACLAY	13002602400054	-	https:// pai (https:// par
UNIVERSITE DE STRASBOURG	13000545700010	-	https:// (https://
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	19681166500013	-	
UNIVERSITE DE RENNES	13003051300019	-	
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD (UBS)	19561718800600	-	
UNIVERSITE PARIS- PANTHEON- ASSAS	13002995200012	-	
UNIVERSITE PARIS XIII PARIS NORD VILLETANEUSE	19931238000017	-	
AVIGNON UNIVERSITE	19840685200204	-	

UNIVERSITE GRENOBLE ALPES	13002608100013	-	
UNIVERSITE DE NOUVELLE CALEDONIE	13000322100012	-	

RÉSUMÉ DE LA CERTIFICATION

Objectifs et contexte de la certification :

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Activités visées :

- Apport d'un conseil juridique aux particuliers, structures privées (entreprises, associations, fondations, etc.), ou personnes publiques
- Participation à la définition de stratégies juridiques et judiciaires
- Mise en place d'une veille juridique
- Gestion des contentieux
- Elaboration de plaidoiries

Compétences attestées :

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques de la mention

- Identifier, sélectionner et analyser les ressources juridiques pour documenter un sujet
- Conseiller et assister dans des situations impliquant la mise en œuvre du droit en identifiant les règles applicables
- Informer sur les règles des organisations
- Synthétiser les données juridiques en vue de leur exploitation
- Traiter et préparer les documents juridiques pour en permettre l'analyse
- Appliquer la méthodologie du droit à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente
- Accompagner les services dans l'élaboration et le suivi des projets ayant une dimension juridique
- Alerter sur les risques juridiques
- Se positionner en expert du droit en utilisant un langage clair et approprié
- Veiller au respect des dispositions légales et réglementaires
- Mener des négociations et négocier des instruments juridiques
- Identifier le régime juridique des différents actes aux fins de leur élaboration
- Organiser le processus de contrôle préalable des actes
- Vérifier la validité juridique des actes et organiser leur procédure de validation
- Effectuer la validation juridique des textes/actes/contrats
- Analyser les enjeux juridiques d'une situation factuelle afin d'opérer la qualification juridique adéquate
- Déterminer le droit applicable
- Gérer des documents précontentieux et contentieux afin d'identifier et collecter des éléments de preuve
- Construire des stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Assurer la représentation en justice
- Identifier les différentes sources d'information
- Suivre les différentes évolutions
- Anticiper et analyser l'impact des évolutions juridiques
- Prendre en compte la diversité des cultures juridiques
- Procéder à l'articulation des normes des divers ordres juridiques
- Animer une équipe pour gérer un projet juridique

- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contrainte d'une entité afin d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Permettre la prise de décision et évaluer les opportunités et risques d'ordre juridique des différentes options
- Piloter la relation avec les avocats chargés d'intervenir sur les contentieux en cours et suivre avec eux l'évolution des dossiers

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Modalités d'évaluation :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances, compétences et blocs de compétences constitutifs du diplôme. Ces éléments sont appréciés soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés. Chaque ensemble d'enseignements a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Pour l'obtention du grade de Master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits ECTS au-delà du grade de licence.

BLOCS DE COMPÉTENCES

RNCP38158BC01 - Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation

la mention

- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38158BC02 - Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale - Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

RNCP38158BC03 - Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38158BC04 - Contribuer à la transformation en contexte professionnel

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être

aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles	adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification
--	---

RNCP38158BC05 - Rechercher, conseiller et assister en matière juridique

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier, sélectionner et analyser les ressources juridiques pour documenter un sujet - Conseiller et assister dans des situations	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

impliquant la mise en œuvre du droit en identifiant les règles applicables

- Informer sur les règles des organisations
- Synthétiser les données juridiques en vue de leur exploitation
- Traiter et préparer les documents juridiques pour en permettre l'analyse
- Appliquer la méthodologie du droit à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente
- Accompagner les services dans l'élaboration et le suivi des projets ayant une dimension juridique
- Alerter sur les risques juridiques

RNCP38158BC06 - Négociier, rédiger et valider des textes/actes/contrats

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Se positionner en expert du droit en utilisant un langage clair et approprié - Veiller au respect des dispositions	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie

légales	et	d'accès à la certification
réglementaires		
- Mener	des	
négociations	et	
négociier	des	
instruments		
juridiques		
- Identifier le régime		
juridique	des	
différents actes	aux	
fins	de	leur
élaboration		
- Organiser	le	
processus de contrôle		
préalable des actes		
- Vérifier la validité		
juridique des actes et		
organiser	leur	
procédure	de	
validation		
- Effectuer	la	
validation juridique		
des textes/actes		
/contrats		

RNCP38158BC07 - Instruire les dossiers juridiques et gérer les contentieux

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Analyser les enjeux juridiques d'une situation factuelle afin d'opérer la qualification juridique adéquate - Déterminer le droit applicable - Gérer des documents	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

précontentieux et contentieux afin d'identifier et collecter des éléments de preuve - Construire des stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre - Assurer la représentation en justice	
--	--

RNCP38158BC08 - Assurer une veille juridique active

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier les différentes sources d'information - Suivre les différentes évolutions - Anticiper et analyser l'impact des évolutions juridiques - Prendre en compte la diversité des cultures juridiques - Procéder à l'articulation des normes des divers	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

ordres juridiques

RNCP38158BC09 - Piloter et mettre en œuvre les activités d'un service juridique

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Animer une équipe pour gérer un projet juridique - Identifier et analyser les objectifs, besoins et contrainte d'une entité afin d'orienter la prise de décision - Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins - Permettre la prise de décision et évaluer les opportunités et risques d'ordre juridique des différentes options - Piloter la relation avec les avocats chargés d'intervenir sur les contentieux en cours et suivre avec eux l'évolution des dossiers	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Description des modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par correspondance :

Les modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des

blocs de compétences et/ou par équivalence sont définies par chaque certificateur qui met en œuvre les dispositifs qu'il juge adaptés : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités peuvent être modulées en fonction de la voie d'accès à la certification.

SECTEUR D'ACTIVITÉ ET TYPE D'EMPLOI

Secteurs d'activités :

69-10 : Activités juridiques

Type d'emplois accessibles :

- Juriste dans des structures publiques ou privées
- Expert juridique
- Responsable de service juridique
- Cadre en affaires juridiques

Après réussite à un concours :

- Fonctionnaire de catégorie A et A+ (administration nationale, territoriale ou hospitalière)
- Avocat
- Magistrat

Code(s) ROME :

- K1903 - Défense et conseil juridique
- K1901 - Aide et médiation judiciaire
- K1902 - Collaboration juridique

Références juridiques des réglementations d'activité :

VOIES D'ACCÈS

Le cas échant, prérequis à l'entrée en formation :

Le cas échant, prérequis à la validation de la certification :

Pré-requis distincts pour les blocs de compétences :

Non

Validité des composantes acquises :

Voie d'accès à la certification	Oui	Non	Composition des jurys
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements

En contrat d'apprentissage	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
Après un parcours de formation continue	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou

			non contribué aux enseignements
Par candidature individuelle		X	-
Par expérience	X		Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

	Oui	Non
Inscrite au cadre de la Nouvelle Calédonie	X	
Inscrite au cadre de la Polynésie française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES, CERTIFICATIONS OU HABILITATIONS

Aucune correspondance

BASE LÉGALE

Référence au(x) texte(s) réglementaire(s) instaurant la certification :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	Code de l'éducation et notamment les articles L611-1 à L612-1-1, L612-5 à L612-6-1, D612-33 à D612-36-4, L613-1, D613-1, D613-6 et D613-7 Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités

d'accréditation des établissements
d'enseignement supérieur
Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre
national des formations conduisant à la
délivrance des diplômes nationaux de licence,
de licence professionnelle et de master
modifié
Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme
national de master modifié
Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature
des mentions du diplôme national de master
modifié

Référence des arrêtés et décisions publiés au Journal Officiel ou
au Bulletin Officiel (enregistrement au RNCP, création diplôme,
accréditation...) :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	UNIVERSITÉ DE RENNES, arrêté du : 06/07/2022
-	UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES, arrêté du : 02/06/2021
-	UNIVERSITÉ DE BRETAGNE SUD, arrêté du : 01/07/2022
-	UNIVERSITÉ PARIS-SACLAY, arrêté du : 03/11/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS SCIENCES ET LETTRES, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS NORD VILLETANEUSE - PARIS 13, arrêté du : 12/07/2021

-	UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, arrêté du : 13/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER, arrêté du : 02/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE BRETAGNE OCCIDENTALE - BREST, arrêté du : 01/07/2022
-	UNIVERSITÉ DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, arrêté du : 28/05/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS-PANTHÉON-ASSAS, arrêté du : 05/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE, arrêté du : 03/07/2023
-	UNIVERSITÉ DE BORDEAUX, arrêté du : 30/06/2022
-	UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE, arrêté du : 18/10/2022
-	UNIVERSITÉ DE HAUTE ALSACE - MULHOUSE, arrêté du : 02/07/2021
-	UNIVERSITÉ D'AVIGNON ET DES PAYS DE VAUCLUSE, arrêté du : 21/05/2023

Date de publication de la fiche	23-10-2023
Date de début des parcours certifiants	01-01-2024
Date d'échéance de l'enregistrement	31-12-2028

Date de dernière délivrance possible de la certification

31-12-2031

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Statistiques :

Lien internet vers le descriptif de la certification :

<https://univ-avignon.fr/>

<https://www.u-bordeaux.fr/>

<https://www.univ-brest.fr/>

<https://www.univ-ubs.fr/>

<https://www.uha.fr/>

<https://unc.nc/>

<https://www.umontpellier.fr/>

<https://www.univ-reims.fr/>

<https://www.unistra.fr/>

<https://www.uvsq.fr/>

<https://www.univ-grenoble-alpes.fr/>

<https://www.univ-paris13.fr/>

<https://psl.eu/>

<http://www.assas-universite.fr/>

<https://www.universite-paris-saclay.fr/>

<https://www.univ-rennes.fr/>

Liste complète des organismes préparant à la certification

(<https://certifpro.francecompetences.fr/webapp/services/edition/exportPartenaireSp/24785>true>)

Historique des changements de certificateurs

Nom légal du certificateur	Siret du certificateur	Action	Date de la modification
UNIVERSITE DE BRETAGNE SUD (UBS)	19561718800600	Est ajouté	05-12-2023

Certification(s) antérieure(s) :

N° de la fiche	Intitulé de la certification remplacée
RNCP34108 (/recherche/rncp/34108)	MASTER - Droit (fiche nationale)

Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation :

Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation
 (<https://certifpro.francecompetences.fr/api/enregistrementDroit/refActivity/24785/485931>)